

Série Modes de vie – Note #1

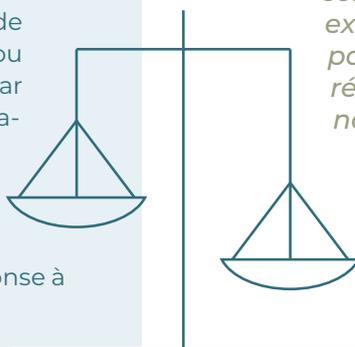
Une société plus juste ?

COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PAR LE PRISME DES INÉGALITÉS SOCIALES

Peut-on parler des modes de vie des Français sans considérer le contexte social dans lequel s'inscrivent leurs pratiques de consommation, d'habitat, de loisirs ou encore de travail ? Est-il pertinent par exemple de parler de sobriété de nos pratiques sans faire la distinction entre ce qui relève d'une sobriété choisie pour des raisons environnementales, de la sobriété subie par les personnes trop précaires pour vivre autrement ? La réponse à ces deux questions est bien évidemment négative. Les modes de vie et leur évolution sont indissociables de la question sociale.

La société est inégalitaire. Or, ces inégalités, quelle que soit leur nature, jouent un rôle majeur dans la manière dont les individus conduisent leurs vies. Cette première note cherche à identifier certaines de ces inégalités mais aussi à comprendre la manière dont elles peuvent affecter les Français et conditionner leurs modes de vie ainsi que leurs aspirations futures.

Il existe des inégalités pécuniaires. Elles sont anciennes et profondément ancrées dans la société. Elles sont indéniablement importantes mais elles ne sont pas uniques, il existe aussi d'autres formes d'iniquité. Le genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, les conditions de travail, l'accès aux espaces publics, le lieu de vie, l'insécurité, la vulnérabilité face aux dérèglements climatiques etc., les sources d'injustice sont multiples. Elles se sont diversifiées, se cumulent à l'échelle individuelle et deviennent des objets de revendication pour plus de justice sociale.



“ La cécité aux inégalités sociales condamne et autorise à expliquer toutes les inégalités, particulièrement en matière de réussite scolaire, comme inégalités naturelles, inégalités de dons. ”

Pierre BOURDIEU
et Jean-Claude PASSERON (1970) :
*La Reproduction. Éléments pour une théorie
du système d'enseignement*, Éditions de
Minit, coll. Sens Commun, 284 p.

RAPPEL DE LA DÉMARCHE

Cette note s'inscrit dans une série de travaux autour des évolutions des modes de vie au sein de la société française. Elle vise à rendre compte des pratiques sociales passées, actuelles et à venir autour d'un thème particulier. Le prisme retenu pour étudier les évolutions des modes de vie est celui des inégalités sociales, qu'elles soient nouvelles ou anciennes.

Outre son apport de connaissances, cette note se veut un support d'aide à la réflexion et l'action publique territoriale, pour mieux comprendre les aspirations et besoins de la société et la manière d'accompagner les changements, voire de faire évoluer les modes de vie observés.



LES INÉGALITÉS SE MULTIPLIENT-ELLES SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS ?

Inégalités de revenu, de patrimoine, de genre, scolaires, de trajectoires, environnementales, de santé, face au temps... Les inégalités sont multiples et se seraient multipliées. C'est du moins ce que pensent les Français et les chiffres et experts tendent à leur donner raison. Ainsi, dans un livre de 2019 intitulé *Le temps des passions tristes, inégalités et populisme*, le sociologue François Dubet soutient cette idée que les inégalités se sont accrues¹. Mais il explique aussi qu'elles se sont surtout multipliées à l'échelle individuelle. Chaque individu est concerné par plusieurs d'entre elles. Ce serait là l'origine des passions tristes, de ce temps des ressentiments et du mépris sur lequel repose une part importante du succès des populismes.



Lien avec la note #9 : « Aux origines de la défiance politique ».

L'augmentation des disparités sociales et des inégalités perçues

Il paraît difficile de faire un état des lieux de l'évolution des inégalités sociales en France. Elles sont criantes dans tant de domaines que l'entreprise serait trop ambitieuse pour cette note. Toutefois, il est possible de donner quelques chiffres clefs et de se rappeler de quelques faits récents pour saisir le poids des disparités sociales mais aussi territoriales aujourd'hui en France.

Si on regarde l'évolution des niveaux de vie en bas, au milieu et en haut de l'échelle des revenus en France sur ces 20 dernières années, on constate des divergences. Contrairement aux idées reçues, les classes moyennes ont vu leur niveau de vie, apprécié en observant les évolutions du niveau de vie médian, faiblement progresser sur cette période. Mais ces années ont été bien plus bénéfiques aux personnes les plus aisées. Sur l'ensemble de la période, le niveau de vie des 10% les plus riches (supérieurs au 9^{ème} décile) s'est accru de 29%, soit neuf

¹ François Dubet (2019) *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme*, éditions du Seuil, coll. *La république des idées*, 120 p.



fois plus que les 10% des Français les plus pauvres (inférieurs au 1^{er} décile). Depuis 20 ans, le niveau de vie des plus modestes stagne. On observe même des périodes de baisses, comme entre 2008 et 2012. Les inégalités de revenus ont donc progressé depuis le milieu des années 1990.

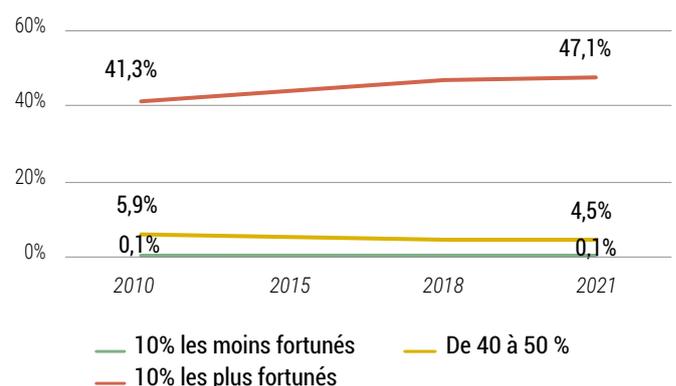
D'autres inégalités comme celles liées au patrimoine ont quant-à-elles considérablement augmenté ces dix dernières années. Les 10% les plus fortunés détiennent près de la moitié du patrimoine quand les 10% les moins fortunés n'en possèdent que 0,1% (Insee, 2021). Par ailleurs, la concentration du patrimoine augmente. À chaque enquête réalisée depuis 2010 par l'Insee, la part du gâteau détenue par les plus grandes fortunes augmente. Elle a progressé de près de six points en onze ans, tandis que la part des ménages intermédiaires, situés entre les 40% et les 70% les plus fortunés, a reculé d'autant.

Aussi, en France, les inégalités se creusent entre les situations. Le taux de pauvreté augmente, l'espérance de vie des personnes issues de milieux populaires reste de 6 années inférieure à celle des cadres et la perte de

“ Que des personnes accumulent par une vie de travail de quoi acheter une résidence principale qu'elles lèguent à leurs enfants, cela ne représente pas un problème et ce n'est pas ce qui entretient la dynamique des inégalités. Les très gros héritages jouent par contre dans une autre cour. ”

Camille LANDAIS (2022) : *Les inégalités, un choix politique ?*, Le 1 Hebdo, n°379.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU PATRIMOINE DE L'ENSEMBLE DES MÉNAGES selon le niveau de fortune (en %)



Source : Observatoire des inégalités, données Insee 2021.

pouvoir d'achat s'accroît. Si on considère par exemple la hausse des prix historique entre 2021 et 2022, cela représente environ 1320 euros de dépenses supplémentaires par personne. Ces augmentations pèsent davantage pour les ménages modestes que pour les plus aisés. Et si les mesures d'urgence anti-inflation ont permis d'absorber plus de 40% des pertes pour les 30% les plus modestes, les classes moyennes sont les perdantes



de l'histoire car ces mesures ont absorbé 15% de leurs pertes. Aussi, le nombre d'épiceries solidaires croît régulièrement et le recours aux banques alimentaires est de plus en plus fréquent quand dans le même temps les 1% les plus riches continuent de s'enrichir.

La particularité aujourd'hui est que les inégalités se diversifient et s'individualisent. Les inégalités qui hier nous concernaient en tant que membre de tel ou tel groupe social nous atteignent aujourd'hui en tant qu'individu. Autrement dit, au sein d'un même groupe social, les individus peuvent être individuellement confrontés à des situations et difficultés différentes. En outre, les individus sont souvent concernés par plusieurs inégalités. Par exemple, les femmes racisées subissent à la fois des inégalités de genre en tant que femmes mais aussi des inégalités en lien avec la couleur de leur peau et leur origine ethnique¹. L'universitaire afroféministe

1 La notion de charge mentale des femmes est aujourd'hui communément admise. Il ne faut pour autant pas oublier la charge raciale qui s'impose à certaines femmes. Pour en savoir + : Douce Dibondo (2024) La charge raciale : vertige d'un silence écrasant, Fayard, 270 p.

2 <https://www.nofi.media/2018/07/kimberle-williams-crenshaw-et-le-concept-dintersectionnalite/56031>

Kimberlé Crenshaw a ainsi introduit en 1989 le concept d'intersectionnalité pour désigner une situation dans laquelle une personne regroupe « des caractéristiques raciales, sociales, sexuelles et spirituelles qui lui font cumuler plusieurs handicaps sociaux et en font la victime de différentes formes de discrimination² ».

Ce cumul des inégalités à l'échelle individuelle nuit à la perception que l'on a de sa propre situation.

“ Les inégalités multiples et individualisées deviennent une expérience intime qui est souvent vécue comme une remise en cause de soi, de sa valeur et de son identité : elles sont perçues comme une agression, une forme de mépris. Dans une société qui fait de l'égalité des chances et de l'autonomie individuelle ses valeurs cardinales, elles peuvent être vécues comme des échecs scolaires, professionnels, familiaux, dont on peut se sentir plus ou moins responsable. Dans ce régime des inégalités multiples, nous sommes conduits à nous comparer au plus près de nous, dans la consommation, le système scolaire, l'accès aux services... ”

François DUBET,
Le Monde, 12 mars 2019.

“ [...] On glisse progressivement de l'inégalité des positions sociales au soupçon de l'inégalité des individus, qui se sentent d'autant plus responsables des inégalités qui les affectent qu'ils se perçoivent comme étant libres et égaux en droits, avec le devoir de l'affirmer. ”

François DUBET,
The Conversation, 4 mars 2019.



Dans un essai de 2021, le sociologue Pierre Rosanvallon s'attache ainsi à revenir sur les épreuves de la vie que les Français traversent et les perceptions qu'ils en ont afin de mieux comprendre ce qu'ils peuvent ressentir et pourquoi ils s'expriment comme ils le font. Il parle ainsi de l'épreuve de mépris expérimentée par certains individus et rendue visible notamment lors du mouvement des Gilets Jaunes où les « invisibles » ont revendiqué leur existence et demandé une reconnaissance sociale. Rosanvallon mentionne également le sentiment d'injustice qui découle de l'accroissement des inégalités, les discriminations que peuvent éprouver certains individus et les incertitudes qu'ils peuvent avoir concernant l'avenir de la société.

“ La souffrance sociale n'est plus vécue comme une épreuve appelant des luttes collectives, mais comme une série d'injustices personnelles, discriminations, expériences du mépris, mises en cause de la valeur de soi. »

François DUBET (2019),
Le temps des passions tristes, inégalités et populisme,
 éditions du Seuil, coll. La république des idées, 120 p.

La part des dépenses contraintes (logement, assurances, télécommunications, etc.) dans le revenu des ménages a fortement augmenté et représente donc un poids croissant dans leur budget (28% en 2022 contre 12% en 1960¹). C'est pourquoi la question des inégalités a beaucoup à voir avec celle de la perte du pouvoir d'achat. Ce sujet, en lien avec l'inflation galopante, est ainsi la préoccupation majeure pour les Français à l'heure actuelle².

En conséquence, la peur de basculer dans la précarité et du déclassement social (chez les classes moyennes

1 Centre d'observation de la société, mars 2024.

2 Baromètre politique Ipsos-La Tribune Dimanche, mai 2024.



notamment), bien décrite par le sociologue Edgar Morin, s'exprime fortement dans le pays (on l'a vu avec les Gilets Jaunes par exemple). L'ascenseur social serait en panne. Si Morin affirme en 2009 qu'il s'agit plus d'une peur que d'une réalité, les exemples récents tendent à lui donner tort. D'ailleurs, le sociologue Louis Chauvel va dans ce sens. Il a notamment montré que si en 1955 un ouvrier pouvait espérer rattraper le salaire d'un cadre au bout de trente ans (soit à l'échelle de sa propre vie), aujourd'hui il lui faudrait 170 ans. Autrement dit, « statistiquement, non seulement un ouvrier ne peut plus prétendre à un salaire de cadre grâce au travail d'une vie, mais ses enfants et ses petits-enfants non plus. »³. C'est bien cela qu'on appelle la panne de l'ascenseur social.

Les disparités en France ne sont toutefois pas que sociales mais aussi territoriales. Le mouvement des Gilets Jaunes a montré que les inégalités sont souvent cumulatives et qu'il est impossible de séparer le social du territorial. Là où l'automobile est le seul moyen d'émancipation et de désenclavement à la disposition des individus, il est illusoire de penser que l'augmentation du prix des carburants amènera les individus à ne plus utiliser leur voiture par exemple.

De nouveaux champs de lutte pour l'égalité

La lutte pour l'égalité se poursuit. Concernant les inégalités de genre, des progressions s'observent mais certaines personnes et organisations comme Oxfam France estiment ces avancées encore trop lentes voire insuffisantes et défendent l'intérêt de poursuivre le combat⁴. L'égalité des droits sociaux entre les femmes et les hommes a un statut fragile du fait de son inscription assez récente dans la loi⁵.

3 Vincent Martigny (2022) : A-t-on abandonné la question sociale ?, *Le 1 hebdo*, n°379.

4 <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/comprendre-et-combattre-inegalites-femmes-hommes/>

5 <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19590-chronologie-des-droits-des-femmes>

“ N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. ”

Simone DE BEAUVOIR (1974)

De manière générale, il paraît important de conforter les acquis sociaux. L'actualité aux États-Unis autour de l'avortement témoigne d'un retour en arrière en matière de droits pour les femmes et fait craindre un phénomène similaire en France. Cette tendance porte un nom, l'autrice Susan Faludi l'a nommé en 1991 le *backlash*¹, une stratégie des mouvements conservateurs ou réactionnaires face aux avancées des droits des femmes. Compte tenu de ce risque, le travail législatif pour la reconnaissance des féminicides ou encore des violences conjugales, mais aussi le travail sur les mœurs avec la déconstruction des stéréotypes genrés apparaissent nécessaires. L'allongement du congé paternité pourrait également être réinterrogé dans un contexte où les pères remplissent de plus en plus leur rôle parental.



Lien avec la note #5 : « Une diversification familiale toujours plus importante ».

La société change, le mouvement #MeToo (#BalanceTonPorc en France) a mis sur le devant de la scène les femmes et la question des violences sexistes et sexuelles. En conséquence de cette libération de la parole des femmes et de cette médiatisation, la société tend à se placer du côté des victimes.



La lutte contre les discriminations s'est donc ouverte à d'autres champs comme le genre et l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, l'appartenance religieuse ou encore le handicap. Le droit va certainement venir entériner les évolutions sociétales. Si sur le papier rien ne s'y oppose, dans les faits, la mise en œuvre de l'égalité des droits est freinée par des stratégies d'évitement déployées par certains individus et conduisant à un

¹ Susan Faludi (1993) *Backlash*. La guerre froide contre les femmes, Éditions des femmes, 576 p.

entre-soi dans certains milieux sociaux. Ces stratégies s'observent à travers les discriminations à l'embauche envers les personnes racisées par exemple ou encore dans le recours à l'enseignement privé dans les milieux favorisés.

La société est aussi traversée par de nouveaux enjeux qui viennent révéler de nouvelles inégalités. Les inégalités face au temps sont de plus en plus visibles. En 2013, la SNCF lançait ses trains low cost Ouigo destinés aux voyageurs pour des trajets à moindre coût. Dix ans plus tard, la compagnie propose les trains Ouigo « lents », des trains encore moins chers dont les billets sont plafonnés à 49 euros et dont le temps de trajet est...démultiplié. Une bonne initiative direz-vous ? Oui peut-être, certains y trouvent leur compte et en sont satisfaits. Toutefois, des chercheurs comme Baptiste Mylondo pointent du doigt qu'elle n'est pas sans poser de soucis dans la mesure où ces trains ciblent les petits budgets. Selon Mylondo, ce serait faire l'hypothèse que ces personnes peuvent se permettre de passer plus de temps dans les transports. Dans une société qui valorise autant la vitesse, où le temps est considéré comme de l'argent, on voit en quoi cette offre peut alors être à l'origine d'une nouvelle forme de discrimination.



Lien avec la note #4 : « Le temps, ce nouveau facteur d'inégalités : le déploiement des politiques temporelles ».

Autre enjeu, les inégalités environnementales qui concernent souvent les personnes précaires et vulnérables déjà fortement impactées sur le plan socio-économique.

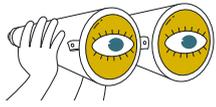
70 % des 10 % des communes les plus pauvres sont exposées à la pollution de leurs sols, contre **42 %** des 10 % des communes les plus riches



Source : France Stratégie « Inégalités environnementales et sociales se superposent-elles ? », 2022.

Le développement du numérique peut lui aussi s'avérer source de nouvelles discriminations. Plusieurs points sont à souligner :

- le territoire français n'est pas uniformément couvert par internet, certains lieux sont ainsi peu connectés numériquement, on parle de zones blanches ;
- tous les ménages ne disposent pas des mêmes équipements technologiques (notamment en raison du coût) et les usages diffèrent selon les populations. Les cadres sont ainsi plus nombreux que les ouvriers à faire leurs démarches administratives en ligne ou leurs achats sur internet ;
- le numérique pose la question des écarts d'équipement, d'accès et de facilité d'usage entre différents âges. Ainsi, plus d'une personne de 60 ans ou plus sur trois est en situation d'illectronisme.



ET DEMAIN ?

Vers un conflit intergénérationnel ?

Peut-on espérer une paix sociale quand les clivages générationnels semblent de plus en plus prégnants dans la société ? La crise sanitaire a été un moment de révélation et de cristallisation des oppositions entre différentes générations avec d'un côté un public de personnes âgées, vulnérables et qu'on a voulu préserver, de l'autre des jeunes qui du jour au lendemain n'ont plus été en mesure de faire des sorties culturelles, de voir des amis ou d'aller en cours en présentiel. Certains jeunes ont éprouvé un sentiment d'injustice face à cette situation de contraintes. Mais les oppositions ne commencent pas ici.

Les clivages entre la génération des baby-boomers et les jeunes générations (en particulier la génération dite génération climat) se concentrent surtout autour de la question environnementale et climatique. Comme Sophie, cette future maman dans la BD Les Vieux Fourneaux¹, certains jeunes blâment aujourd'hui en partie leurs aînés pour l'insouciance dans laquelle ils ont vécu et pour le monde qu'ils laissent derrière eux. Tourisme de masse, appauvrissement des sols, surexploitation et agriculture intensive... Les 30 Glorieuses ont contribué à l'aggravation du réchauffement climatique et ont généralisé des modes de vie, de consommer, d'habiter ou de produire peu respectueux de l'environnement, qui alimentent la rancœur d'une partie des jeunes générations actuelles.

1 Wilfrid Lupano et Paul Cauuet : Les Vieux Fourneaux – Ceux qui restent, Éditions Dargaud, 2014.



Il existe une inégalité générationnelle face à la crise environnementale comme l'explique la paléoclimatologue et membre du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) Valérie Masson-Delmotte :

“ En moyenne, dans le monde, une personne née en 1960 sera exposée à 4 (...) vagues de chaleur tout au long de sa vie. Par comparaison, l'exposition d'un enfant né en 2020 serait multipliée par 7 avec les politiques publiques climat actuelles, par 6 en cas de baisse forte d'émissions de gaz à effet de serre (+2°C d'ici 2100) et par 4 en cas de très fortes baisses d'émissions de gaz à effet de serre (+1,5°C). „

Valérie MASSON-DELMOTTE, 2022.

Le climat, l'environnement et la question de l'avenir sur cette planète sont un véritable sujet d'inquiétude pour une partie des jeunes générations. Le mouvement Youth for Climate autour de la militante activiste Greta Thunberg traduit cette inquiétude grandissante face au réchauffement planétaire, à la disparition de la biodiversité ou encore à la finitude des ressources. Les perspectives d'avenir des jeunes leur semblent beaucoup plus restreintes que celles de leurs grands-parents au même âge. Indépendamment de la question environnementale, qui en réalité n'intéresse pas tous les jeunes, les jeunes générations n'ont plus aussi facilement accès à un emploi stable² ou encore à la propriété par rapport à leurs aînés³. La nonchalance dont peuvent alors faire preuve certaines personnes âgées face à cette situation ou encore le conservatisme social qu'ils expriment et qui se traduit encore bien dans la sphère politique (les personnes âgées votent davantage que les jeunes) ne facilitent pas le dialogue intergénérationnel. Les jeunes pro-climat (majoritairement de gauche) revendiquent aujourd'hui un besoin de reconnaissance mais aussi de représentation politique⁴.

“ Les responsables politiques à droite ont un intérêt clair à ce que l'on parle d'insécurité, d'immigration, d'identité. La campagne est axée sur les générations qui participent le plus, donc les plus anciennes, et ces générations ont plutôt un agenda de droite (...) Plus on va parler d'immigration et d'insécurité, moins on va parler de climat et d'inégalités sociales, moins les jeunes intéressés par ces sujets-là iront voter. „

Vincent TIBERJ, Émile, 5 avril 2022

2 Julie Couronné (2022) « La jeunesse au travail : en finir avec les préjugés », Droits et Libertés n° 199, Ligue des droits de l'Homme.

3 IFOP-FNAIM (2022) Rapport des jeunes au logement.

4 <https://www.emilemagazine.fr/article/2022/4/5/les-jeunes-et-la-politique-les-prmices-dune-transformation-civique->

Il serait toutefois faux de réduire les échanges intergénérationnels à des tensions et des clivages. On observe également au sein de la société une forme de solidarité intergénérationnelle avec le développement de l'habitat partagé, la colocation entre personnes âgées et étudiants qui offrent une forme de sociabilité aux premiers et une solution de logement aux seconds. De plus en plus de personnes âgées, souvent des grands-mères, donnent aussi des cours de couture ou de tricot aux plus jeunes et leur prodiguent également des conseils. Le lien et la communication se maintiennent. Par ailleurs, les risques de conflits intergénérationnels semblent peu probables quand on sait qu'au sein de la sphère personnelle et familiale, les grands-parents aident leurs petits-enfants, notamment sur le plan financier.

Une évolution de l'horizon d'attente des Français : le passage de l'égalité à la justice sociale

La question des inégalités pose en creux celle de l'égalité. Cette valeur faisant partie de la devise nationale se présente de manière concrète comme un idéal à atteindre. L'égalité désigne le principe selon lequel tous les individus doivent être traités de la même manière, avec la même dignité, disposent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs. Toutefois, aujourd'hui, l'égalité semble constituer de moins en moins l'horizon d'attente des Français, notamment parce que les inégalités persistent et semblent inévitables dans le système socio-économique actuel.

Dorénavant, les termes d'équité et de justice sociale émergent de plus en plus. L'équité correspond à l'égalité des chances et désigne ce qu'on pourrait appeler l'égalité « juste ». Par exemple, l'égalité voudrait que tout le monde ait le même salaire tandis que l'équité implique des salaires inégaux mais justes à partir du moment où les individus disposent des mêmes chances dans la vie. Il s'agit là encore d'un idéal que le sociologue François Dubet qualifie de « fiction nécessaire » : nous avons besoin de croire en cet idéal et il nous rassure car le travail, l'effort et l'idée de mérite sont de meilleurs critères que le milieu de naissance ou la classe sociale. Ils laissent miroiter une évolution possible, mais cela demeure toutefois fictif car les inégalités résultent d'une lutte de pouvoir entre les membres d'une même société et il ne faut pas longtemps pour prouver que la méritocratie n'est qu'un mythe. La sociologue Marie Duru-Bellat dans son ouvrage *Le mérite contre la justice*¹ ou encore le Haut fonctionnaire David Guilbaud dans *L'illusion méritocratique*² s'y sont attelés.

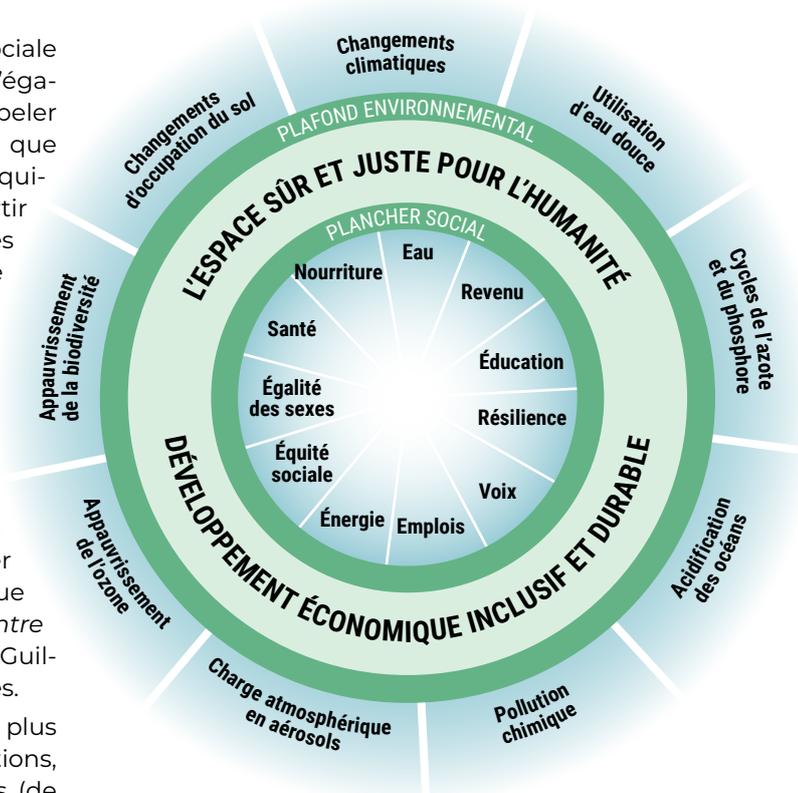
La notion de « justice sociale » est également de plus en plus utilisée et revendiquée par des associations, organisations non gouvernementales et militants (de gauche). C'est un idéal normatif qui vise l'égalité des

droits mais aussi la solidarité collective en vue d'une distribution juste et équitable des richesses, qu'elles soient matérielles ou symboliques, entre les différents membres de la société. Cela revient à réfléchir collectivement aux inégalités que l'on peut considérer comme acceptables et celles qui ne le sont pas et nécessitent d'être corrigées. Ainsi, les systèmes de redistribution des richesses reposent sur deux principes :

- l'égalité des droits ;
- l'équité des situations.

La justice sociale se présente alors comme un synonyme possible de l'équité. Si elle est autant mentionnée aujourd'hui c'est aussi parce qu'elle se combine avec la justice environnementale, les deux sujets étant considérés comme indissociables l'un de l'autre comme le rappelle le dernier rapport du GIEC ou des travaux récents réalisés par l'ADEME³. Le tout étant à présent d'arriver à assurer ces deux formes de justice. La justice climatique ne devrait ainsi pas se faire au détriment de la justice sociale. Dans cette optique, on peut citer les travaux de l'économiste Kate Raworth et sa théorie du donut qui propose un système économique où les limites naturelles (« le plafond environnemental ») ne sont pas franchies et où les besoins essentiels humains (« le plancher social ») sont assurés. L'avenir est donc à la conciliation entre justice climatique et justice sociale⁴.

SCHÉMA DU DONUT DE L'ÉCONOMISTE KATE RAWORTH



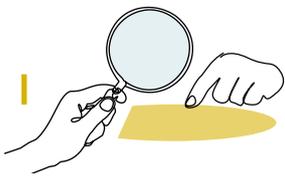
Source : Oxfam France.

1 Marie Duru-Bellat (2019) *Le mérite contre la justice*, Presses de Sciences Po, 192 p.

2 David Guilbaud (2018) *L'illusion méritocratique*, Odile Jacob, 256 p.

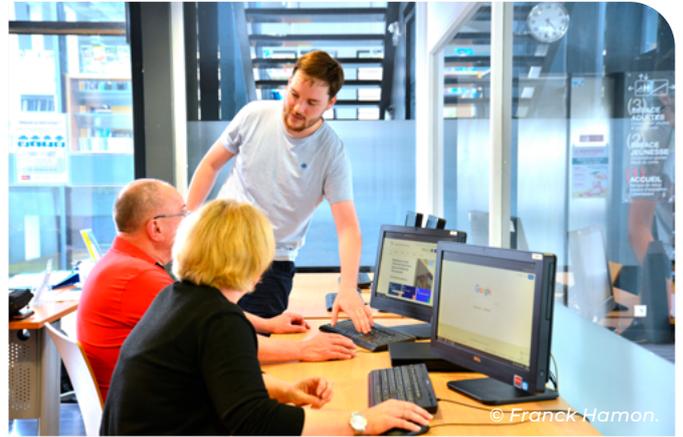
3 ADEME Magazine (2023) « La justice sociale, pilier d'une transition écologique équitable », n° 169.

4 Voir à ce sujet les travaux du professeur de sciences politiques David Schlosberg.



ET CHEZ NOUS ?

En matière de discriminations et d'inégalités, les constats sur le territoire sont les mêmes qu'à l'échelle nationale. Ainsi, le taux de pauvreté à Rennes Métropole s'élève à 13,9% en 2021 lorsqu'il était de 11,3% en 2012 (Insee-FiLoSoFi). Ici aussi, la pauvreté augmente. Ce taux est plus élevé à Rennes que dans les autres communes de la métropole, la ville comptant davantage de logements sociaux et ayant un devoir d'accueil des personnes précaires dans ces logements. Mais ce taux élevé s'explique aussi par une présence importante de personnes âgées de moins de 30 ans et de familles monoparentales dans Rennes. Ces publics sont globalement davantage concernés par la pauvreté que les autres. Ainsi, 51% des familles monoparentales de Rennes Métropole sont des familles avec de bas revenus en 2022 (ODS 2024). Cette précarité s'observe bien via les attributions de logements dans le parc locatif social de Rennes Métropole.



pole, ce qui peut paraître élevé, mais il faut néanmoins noter que Rennes Métropole présente un écart inter-décile plus faible que d'autres métropoles comme Bordeaux ou encore Strasbourg.

Les injustices et inégalités vont au-delà des simples inégalités pécuniaires. L'illectronisme concerne aussi les Bretons. De nombreuses associations et communes mettent ainsi en place des ateliers pour aider les personnes à mieux prendre en main les nouvelles technologies. C'est notamment le cas à Saint-Malo où l'association AGIRabcd a mis en place des ateliers gratuits pour aider les personnes démunies face aux écrans. L'aide s'adresse tout particulièrement aux seniors.

Comme sur d'autres territoires, la région et la SNCF déploient en Ille-et-Vilaine des trains plus lents aux tarifs préférentiels pour les personnes les plus précaires. Depuis avril 2024, des trains dits « Ouigo train classique » dont les billets sont plafonnés à 49€, desservent Paris depuis Rennes en 4h de trajet contre 1h30 pour les TGV directs.

De manière générale, les EPCI du territoire et la métropole œuvrent pour combattre toutes formes de discriminations et d'inégalités. Faisant de ce sujet une de ces préoccupations majeures à adresser, Rennes Métropole a ainsi lancé en mars 2024 un observatoire des discriminations dont l'objectif est de réaliser des enquêtes auprès des habitants pour mesurer 26 critères parmi lesquels se trouvent l'handiphobie, le sexisme ou encore le racisme.

POUR EN SAVOIR +

La reproduction : éléments d'une théorie du système d'enseignement, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, éd. de Minuit, coll. Sens Commun, 284 p., 1966.

La Distinction. Critique sociale du jugement, Pierre Bourdieu, éd. de Minuit, coll. Sens Commun, 672 p., 1979.



Entre 2020 et 2022, près de **1 ménage sur 2** entrant dans le parc social dispose de **ressources inférieures à 600€** pour **une personne seule** et inférieures à **1000€** pour un **couple** ou **une personne seule** avec un enfant.

Les familles monoparentales représentent **1 ménage sur 3** des attributions sur cette même période



Source : Imhoweb, Observatoire des données sociales, 2024..

Si on regarde les niveaux de vie, on note également des écarts importants entre le premier décile de la population (personnes les plus défavorisées) et le neuvième décile (personnes les plus aisées). En 2020, les plus modestes avaient un niveau de vie maximum 3,4 fois moins élevé que les 10% les plus riches (ODS 2024). En 2021, l'écart inter-décile s'élève à 3,46 sur Rennes Métro-